

Lisbonne : le blocus de Cuba sur la sellette ?

- Actualité politique internationale - Amérique Latine -

Date de mise en ligne : dimanche 6 décembre 2009

Description :

Les pays ibéro-américains pressent Obama de mettre fin au blocus contre Cuba

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

ESTORIL, Portugal, 1er décembre 09. - Le 19e Sommet ibéro-américain, qui vient de prendre fin dans cette ville, a approuvé une déclaration commune des 22 pays membres qui exige la fin du blocus économique, commercial et financier que les Etats-Unis imposent contre Cuba depuis un demi-siècle.

Le communiqué spécial demande ? Washington de mettre immédiatement un terme aux mesures spéciales visant ? renforcer et élargir la portée du blocus, adoptées aux cours des cinq dernières années. Il réaffirme que « l'application de mesures coercitives unilatérales est contraire ? la défense du libre-échange et ? la transparence dans le commerce international ».

« Nous réaffirmons que nous nous opposons énergiquement ? l'application de telles lois et mesures contraires au droit international », qui n'ont fait que renforcer le blocus, et « nous exhortons le gouvernement des Etats-Unis ? mettre fin ? son application ». Le communiqué condamne également l'application de la loi Helms-Burton, une loi arbitraire.

Le Sommet demande ? Washington de respecter la décision de l'Assemblée générale des Nations unies qui, ? 18 reprises, a demandé qu'on mette fin ? cette politique coercitive unilatérale imposée par les Etats-Unis. Par ailleurs, le Sommet a demandé qu'on mette fin ? l'impunité dont jouit Luis Posada Carriles, responsable de nombreux attentats terroristes contre Cuba.

Les 22 pays membres ne s'expliquent pas comment ce délinquant, responsable de l'explosion d'une bombe placée dans un avion des lignes aériennes cubaines, en 1976, et qui a causé la mort de 73 civils innocents, n'ait pas encore été jugé pour ses actions terroristes.

Ils ont précisé que l'extradition constitue une mesure nécessaire dans la lutte contre le terrorisme et ils ont demandé aux gouvernements qui ont reçu de telles demandes d'extradition de la part de pays ibéro-américains, de les évaluer adéquatement, en fonction des lois en vigueur.

Les délégués présents ? ce sommet ont, en outre, adopté une résolution concernant le changement climatique, et ils exigent une réponse globale, effective et immédiate, sur la base de la justice et de l'équité.

Le communiqué spécial qui a été approuvé ? l'unanimité lors de ce Sommet traduit la position de la communauté ibéro-américaine, réunie ? l'hôtel Cascais Miragem, située dans la station balnéaire du même nom, ? 25 kilomètres de Lisbonne.

3 décembre 2009